



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

ACCUSE DE RECEPTION EN DATE DU 21/09/2021

Votre annonce n°21-126271 est maintenant prise en compte par la Direction de l'information légale et administrative.
La DILA en qualité d'éditeur officiel se réserve le droit, si nécessaire, de vous la retourner pour compléments ou précisions.
Dans ce cas vous en serez averti immédiatement par voie de messagerie.

Sous cette réserve, la Direction de l'information légale et administrative s'engage à diffuser cette annonce dans les plus brefs délais.



M1 - Formulaire Avis de marché

Aperçu de l'annonce

Avis de marché

Département(s) de publication : 25
Annonce No 21-126271
Services

- *Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur* : Grand Besançon Métropole.
Correspondant : anne VIGNOT, 4 rue Gabriel Plançon 25000 Besançon tél. : 03-81-87-88-89 télécopieur : 03-81-87-88-08 courriel : agglomeration@grandbesancon.fr adresse internet : <http://www.grandbesancon.fr>.
Adresse internet du profil d'acheteur : <http://www.marches-securises.fr>.

Objet du marché : réalisation d'une convention territoriale globale (Ctg) : diagnostic, enjeux et axes stratégiques.
Lieu d'exécution : besançon, 25000 Besançon.

Caractéristiques principales :

la formalisation de la CTG à l'échelle intercommunale répond à la demande de la CAF.
La CAF du Doubs et GBM se sont entendus pour que cette première CTG soit constituée d'un diagnostic, de la définition des enjeux et axes stratégiques. L'étude réalisée par le prestataire doit permettre à la CAF, à Grand Besançon Métropole et aux 68 communes qui composent la communauté urbaine, en s'appuyant sur les données déjà existantes, et en tenant compte des délais impartis, de :
-Disposer d'un diagnostic de territoire, d'identifier les enjeux et les axes stratégiques ;
-De signer une convention territoriale globale ;

Les différentes thématiques possibles de la CTG sont : petite enfance, enfance, jeunesse, parentalité, accès aux droits, inclusion numérique, animation de la vie sociale, logement, handicap et accompagnement social.

Une priorisation, dans le cadre du diagnostic, pourra être réalisée en début de mission

Quantités (fournitures et services), nature et étendue (travaux) : phase 1- cadrage et préparation de la démarche

Phase 2 - diagnostic global partagé

Phase 3 - définition des enjeux et axes stratégiques

Phase 4 - rédaction de la CTG.

Refus des variantes.

Durée du marché ou délai d'exécution : 10 mois à compter de la notification du marché.

Date prévisionnelle de début des prestations (fournitures/services) : 15 novembre 2021.

Cautionnement et garanties exigés : aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

Le titulaire, sauf s'il s'agit d'un organisme public, doit justifier de la constitution d'une garantie à première

Demande à concurrence de 100,0 % du montant de l'avance. La caution personnelle et solidaire n'est pas autorisée.

Modalités essentielles de financement et de paiement et/ou références aux textes qui les réglementent : les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un

délai global de 30 jours à compter de la date de

Réception des demandes de paiement.

Financement sur fonds propres avec participation de la CAF.

Forme juridique que devra revêtir le groupement d'opérateurs économiques attributaire du marché : le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché.

Les candidatures et les offres seront entièrement rédigées en langue française ainsi que les documents de présentation associés.

Unité monétaire utilisée, l'euro.

Justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat :

Documents à produire obligatoirement par le candidat, à l'appui de sa candidature :

- Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire;
- Déclaration sur l'honneur du candidat justifiant qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles 45 et 48 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 ou, pour les marchés publics de défense ou de sécurité, qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles 45, 46 et 48 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 (si cette déclaration n'est pas déjà demandée dans le cadre du formulaire DC1, ci-après);
- Déclaration sur l'honneur du candidat attestant qu'il est en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L. 5212-1, L. 5212-2, L. 5212-5 et L. 5212-9 du code du travail, concernant l'emploi des travailleurs handicapés;
- Si le candidat est établi en France, une déclaration sur l'honneur du candidat justifiant que le travail est effectué par des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 1221-10, L. 3243-2 et R. 3243-1 du code du travail (dans le cas où le candidat emploie des salariés, conformément à l'article D. 8222-5-3° du code du travail);
- Si le candidat est établi ou domicilié à l'étranger, une déclaration sur l'honneur du candidat attestant qu'il fournit à ses salariés des bulletins de paie comportant les mentions prévues à l'article R. 3243-1 du code du travail, ou des documents équivalents.

Documents à produire à l'appui des candidatures par le candidat, au choix de l'acheteur public :

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures, services ou travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles;
- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années;
- Présentation d'une liste des principales fournitures ou des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les livraisons et les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique;
- Formulaire DC1, Lettre de candidature - Habilitation du mandataire par ses co-traitants (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>);
- Formulaire DC2, Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>);
- S'il s'appuie, pour présenter sa candidature, sur les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques, le candidat produit

les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par l'acheteur public. Le candidat doit également apporter la preuve que chacun de ces opérateurs économiques mettra à sa disposition les moyens nécessaires, pendant toute la durée d'exécution du marché public ou de l'accord-cadre;

- Si les documents fournis par le candidat ne sont pas établis en langue française, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Documents à produire obligatoirement par l'attributaire, avant la signature et la notification du marché public ou de l'accord-cadre (formulaire NOT11) :

- Les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail;
- Si l'attributaire est établi en France, les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales ou un état annuel des certificats reçus.

La transmission et la vérification des documents de candidatures peut être effectuée par le dispositif Marché public simplifié sur présentation du numéro de SIRET : NON

Critères d'attribution :

Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous avec leur pondération.

- méthodologie et moyens mis à disposition : 60 %;
- prix des prestations : 40 %.

Type de procédure : procédure adaptée.

Date limite de réception des offres : 22 octobre 2021, à 12 heures.

Délai minimum de validité des offres : 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

Autres renseignements :

Renseignements complémentaires : pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <http://www.marches.grandbesancon.fr>

Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des plis.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de remise des plis.

Conditions et mode de paiement pour obtenir les documents contractuels et additionnels :

Par le biais de la plate-forme de dématérialisation : www.marches-securises.fr.

Conditions de remise des offres ou des candidatures :

la transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://marches.grandbesancon.fr>.

Les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles : Word, excel, pdf...

La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation. Toutefois, il vous est conseillé de signer, électroniquement ou manuscritement, votre offre dès le stade du dépôt du pli, dans un but d'allègement des modalités de fin de procédure.

La signature électronique du contrat par l'attributaire n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

Tous les formats de signature électronique sont admis (pades, cades, xades). Cependant, le pouvoir adjudicateur préconise la signature électronique au format PADES.

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

Date d'envoi du présent avis à la publication : 21 septembre 2021.

Adresse auprès de laquelle des renseignements d'ordre administratif et technique peuvent être obtenus : Grand Besançon Métropole.

adresse internet : <http://www.marches-securises.fr>.

Adresse auprès de laquelle les documents peuvent être obtenus : Grand Besançon Métropole.

adresse internet : <http://www.marches-securises.fr>.

Adresse à laquelle les offres/candidatures/demandes de participation doivent être envoyées : Grand Besançon Métropole.

adresse internet : <http://www.marches-securises.fr>.

Mots descripteurs : Assistance technique, Prestations de services.

Éléments non publiés

Éléments de facturation :

Classe de profil : Autres organismes publics

Siret : 24250036100017

Libellé de la facture : Grand Besançon Métropole Grand Besançon Métropole 4 Gabriel Plançon 25043 Besançon

Indexation de l'annonce :

Date jusqu'à laquelle cette annonce doit être disponible sur le site de consultation <http://www.boamp.fr> : 22 octobre 2021

Objet de l'avis : réalisation d'une convention territoriale globale (ctg) : diagnostic, enjeux et axes stratégiques

Nom de l'organisme : Grand Besançon Métropole

Critères sociaux ou environnementaux : Aucun



ACCR4124387



> Informations légales